



Conseil économique et social

Distr. générale
24 mai 2005
Français
Original: anglais

Session de fond de 2005

New York, 29 juin-27 juillet 2005

Point 2 de l'ordre du jour provisoire*

**Réalisation des objectifs de développement convenus
sur le plan international, y compris de ceux énoncés
dans la Déclaration du Millénaire, et suite donnée
aux textes issus des grandes conférences et réunions
au sommet organisées par les Nations Unies :
progrès accomplis, obstacles à surmonter
et chances à saisir**

Déclaration présentée par World Information Transfer, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/2005/100.



Déclaration

World Information Transfer a tenu sa quatorzième Conférence internationale sur la santé et l'environnement au Siège de l'Organisation des Nations Unies le 28 avril 2005. Le thème retenu pour la Conférence, « Concilier les politiques en faveur de la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement », a été l'occasion de s'intéresser aux objectifs qui portent sur la santé et de voir comment une meilleure communication peut aider les gouvernements à les atteindre.

Trois des huit objectifs du Millénaire pour le développement sont consacrés à la santé. Il s'agit en priorité de créer un environnement salubre pour tous, notamment dans les pays en développement et dans les ex-républiques soviétiques afin de réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans (objectif 4), de réduire le taux de mortalité maternelle (objectif 5) et d'enrayer la propagation du VIH/sida, du paludisme et d'autres maladies (objectif 6). L'objectif 7, qui consiste à assurer un environnement durable, vise à réduire de moitié le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau de boisson salubre.

Dans sa déclaration liminaire, M^{me} Christine Durbak, Présidente de World Information Transfer, a expliqué qu'il ne suffisait pas d'arrêter des objectifs, encore fallait-il les atteindre. Cette distinction est difficile à comprendre à tous âges, encore que les mécanismes à mettre en œuvre pour fixer et atteindre les objectifs sont semblables et que dans un cas comme dans l'autre on se heurte à des obstacles particulièrement épineux. Pour en revenir aux objectifs du Millénaire pour le développement, il a fallu surmonter les obstacles qui existaient pour se procurer les connaissances, parvenir à un accord et trouver des solutions appropriées.

Nous avons acquis les connaissances qui nous faisaient défaut au moyen de la recherche. Nous sommes parvenus à un accord en faisant preuve de persuasion et en écoutant le point de vue de ceux avec qui nous sommes en désaccord. Nous avons trouvé des solutions en faisant preuve d'imagination et en trouvant un terrain d'entente. Il nous appartient désormais d'aller de l'avant et de surmonter les obstacles qui nous empêchent d'atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés.

Nous avons de bonnes raisons d'être optimistes parce que la tâche qui nous attend ressemble beaucoup à celle qui était la nôtre lorsque nous avons décidé de fixer les objectifs du Millénaire pour le développement. Forts de nos connaissances, de notre volonté de travailler ensemble et des accords auxquels nous sommes parvenus, nous avons jeté les fondements qui nous permettront de concrétiser nos objectifs. Il nous reste à bâtir le reste de l'édifice afin qu'il soit suffisamment solide et flexible pour résister aux pressions et aux sollicitations. Nous devons nous appuyer sur notre bonne volonté commune car tout l'édifice repose là dessus. Pour atteindre nos objectifs, nous devons encourager un changement de mentalité afin de commencer à infléchir notre action.

La principale difficulté que l'on rencontre dans le domaine de la santé publique partout dans le monde et qui empêche d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement axés sur la santé tient au fait que les pouvoirs publics sous-estiment les menaces sanitaires. Cet obstacle a pour nom la peur : la peur d'être exposé, la peur des conséquences, la peur de ne plus être maître de la situation. La corruption et le manque de transparence qui rongent les pouvoirs publics, l'industrie et certains acteurs de la société civile avivent cette peur et

empêchent de créer un réseau mondial de veille sanitaire qui bénéficierait à l'humanité tout entière.

La catastrophe nucléaire de Tchernobyl survenue le 26 avril 1986 et ses effets sur la santé de l'homme qui se font encore sentir 19 ans plus tard illustrent parfaitement les conséquences qu'entraînent les décisions prises sous l'emprise de la peur. En l'espèce, ce sont les anciens dirigeants de l'Union soviétique qui ont choisi de ne pas révéler toute la gravité de l'explosion et de l'incendie qui a ravagé pendant 10 jours le réacteur nucléaire n° 4. En conservant par devers eux des éléments d'information cruciaux pour la santé non seulement des habitants de Pripiat (Ukraine) mais aussi du pays tout entier et de la population du Bélarus, de la Fédération de Russie et d'une grande partie de l'Europe, ils ont exposé quelque 4,9 millions de personnes à des taux de radioactivité accrus. Cette journée noire de 1986 a eu des conséquences à long terme sur la santé qui continueront d'affecter les générations futures. L'accident de Tchernobyl remet en cause la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement consacrés à la santé ainsi que l'objectif 7, qui consiste à assurer un environnement durable.

Dans le cadre d'une liaison vidéo par satellite établie en direct avec le Centre de Tchernobyl à Slavoutich, Petro Brytan de la centrale de Tchernobyl a expliqué qu'un sarcophage avait été construit pour tenter de piéger les retombées radioactives. Environ 95 % du combustible nucléaire se trouvent toujours dans le sarcophage et après l'accident des taux de radioactivité élevés ont été signalés en Europe centrale, en Scandinavie et dans les Balkans. Cette pollution à grande échelle a eu de graves conséquences écologiques, médicales, sociales et économiques.

Un projet actuellement en cours vise à consolider le sarcophage. Une nouvelle chape sera coulée au-dessus du sarcophage existant. La durée du confinement devrait s'étaler sur un siècle et dans une cinquantaine d'années, le combustible nucléaire sera transféré dans un réservoir spécialement construit pour le recevoir. Le plan de réalisation d'un massif de protection se distingue des autres projets mis en œuvre à la centrale nucléaire de Tchernobyl grâce à l'aide internationale. Il est financé de façon bilatérale au moyen d'un fonds d'affectation spéciale et prévoit la consolidation du sarcophage, la construction d'une deuxième chape de protection afin d'améliorer la sûreté des installations de confinement, le traitement des débris, etc. Le budget est estimé à 758 millions de dollars des États-Unis, dont 50 millions financés par l'Ukraine. Les travaux de construction de l'enceinte de confinement doivent commencer en 2006 et s'achever en 2009. Toutefois, un certain nombre de problèmes financiers se posent de façon pressante par suite de la hausse des prix enregistrée depuis le lancement du projet et le budget est désormais estimé à 1,1 milliard de dollars. Il importe donc de regarnir le Fonds pour la réalisation d'un massif de protection. Les pays du G-7 se sont déjà engagés à verser 160 millions de dollars supplémentaires afin d'appuyer le plan.

Un certain nombre d'installations, telles que des installations de traitement des déchets d'exploitation liquides et un dépôt de combustible nucléaire usé, ont été construites à la centrale nucléaire de Tchernobyl afin de faciliter les opérations de démantèlement. Un complexe industriel spécialisé dans le retraitement des déchets solides radioactifs a vu le jour avec l'aide de la Commission européenne. La construction d'une nouvelle enceinte de confinement est considérée comme l'étape la plus importante du projet de réalisation d'un massif de protection. On ne pourra

commencer à extraire le combustible du sarcophage que dans 30 ou 50 ans lorsque des installations de stockage des déchets nucléaires auront été mises en place. Tant que le sarcophage renferme des matières nucléaires (quelque 200 tonnes), il ne pourra pas être considéré comme entièrement sûr, même lorsque le nouveau sarcophage sera terminé.

M. Michael Balonov de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) à Vienne a expliqué comment la communauté internationale pouvait aider l'Ukraine, principalement en lui fournissant une aide technique et financière pour qu'elle mène à bien le projet de construction. Le deuxième problème qui se pose est celui de la diffusion d'une information scientifique fiable aux intéressés, à savoir la population locale et la communauté internationale dans son ensemble, afin qu'ils sachent à quoi s'en tenir sur la procédure d'assainissement. Les activités de recherche doivent se poursuivre. En 2003, l'AIEA a lancé une série de réunions, le Forum sur Tchernobyl, afin que des experts et des hauts représentants des gouvernements examinent les conséquences écologiques et sanitaires de l'accident de Tchernobyl. Un rapport technique, fruit de 20 ans de recherche, a été publié. Il y est recommandé d'organiser une conférence internationale, qui aura lieu à Vienne les 6 et 7 septembre. Les principales recommandations ont trait à l'assainissement des territoires contaminés et aux soins de santé à proposer aux populations. Le redressement social et économique, en collaboration avec le PNUE, la Banque mondiale, l'AIEA et d'autres entités, est également une étape indispensable sur la voie de la reconstruction.

La Conférence internationale sur la santé et l'environnement a également porté sur le danger que le VIH/sida représente pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. L'épidémie de VIH/sida est celle qui se propage le plus rapidement dans le monde. Elle frappe plus particulièrement les jeunes et sévit non seulement parmi les groupes à risque mais aussi parmi la population en général. L'Afrique compte 25 des 39 millions de personnes touchées par l'épidémie de par le monde. Selon Keith Hansen, représentant de la Banque mondiale, le sida a des conséquences marquées en ce qu'il ralentit les progrès réalisés pour faire reculer la pauvreté et la faim. Il provoque également une augmentation de la mortalité infantile et postinfantile et a des répercussions sur la santé maternelle. De nombreux agents sanitaires étant eux-mêmes touchés par le sida, la lutte contre le sida et d'autres maladies ne progresse pas autant qu'elle le devrait. Le sida nuit aussi à d'autres objectifs du Millénaire pour le développement tels que celui relatif à l'éducation primaire pour tous.

M. Anwarul K. Chowdhury, Secrétaire général adjoint et Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement a fait une déclaration liminaire sur la pandémie de VIH/sida, thème qui a ensuite été approfondi dans l'après-midi. L'Ambassadeur Chowdhury a souligné l'importance qu'il y avait à lutter contre la maladie afin d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement concernant la santé, d'autant que les pays développés appartiennent au même village planétaire que les pays en développement et les pays les moins avancés et ont les moyens et le devoir de leur venir en aide.

La pandémie frappe presque toutes les régions et rend vulnérable la planète tout entière. L'Afrique subsaharienne, la région la plus mal lotie, est la plus touchée par le VIH/sida. C'est pourquoi elle est au centre de la campagne visant à faciliter la

réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Il ne faut pas oublier que le VIH/sida mine les capacités humaines et institutionnelles de la région. Les personnes sidéennes et séropositives ne sont pas les seules victimes, car le VIH/sida affaiblit des sociétés entières. La pandémie représente un grave danger non seulement pour l'Afrique, mais aussi pour l'Asie du Sud-Est, qui risque de devenir la principale victime de la pandémie dans les années à venir.

Le VIH/sida ne devrait pas être considéré seulement comme un problème sanitaire, mais aussi comme un problème de société et un problème de sécurité. En 2000, pour la première fois, les États-Unis ont décidé d'appeler l'attention sur le fait que le VIH/sida avait des répercussions sur la sécurité des pays. C'est la raison pour laquelle nous devons rechercher une solution globale. Il est indispensable que les pays touchés consacrent plus de ressources à la lutte contre le VIH/sida. La question est de savoir comment des pays dont le service de la dette absorbe tous les revenus provenant de l'exportation pourraient trouver les moyens budgétaires de lutter contre la pandémie.

Le VIH/sida n'épargne ni les femmes ni les enfants et de nombreux orphelins sont élevés par leurs grands-parents. Il est crucial de trouver les moyens de faire face à une situation exceptionnelle. Le Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement et le Programme des Nations Unies pour le développement ont mis au point une brochure intitulée « Hope », qui explique comment ménager un meilleur accès aux services et aux moyens disponibles pour lutter contre la pandémie et renforcer les capacités non seulement des pays et des services sanitaires mais aussi des familles et des collectivités. Si l'on veut éviter que la maladie ne continue de se propager, il faut protéger les personnes vulnérables et les malades et s'attacher à atteindre le troisième objectif du Millénaire pour le développement, à savoir promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

En se fondant sur des données scientifiques dans le cadre de sa conférence annuelle et de sa série de rapports intitulée « World Ecology Report », World Information Transfer s'attache à inciter les gouvernements et les entités non gouvernementales qui s'intéressent à la santé publique à mieux prendre la mesure des questions de santé afin d'assurer un avenir plus prometteur garant d'une meilleure santé pour tous. Parce que l'on connaît mieux depuis 14 ans les relations entre la dégradation de l'environnement et l'état de santé, les pays ont commencé à signer des traités qui les engagent.

La Conférence sur la santé et l'environnement visait :

1. À encourager les échanges et à mieux faire connaître les objectifs du Millénaire pour le développement relatifs à la santé, l'accent étant mis sur la dégradation de l'environnement et ses conséquences sur la santé des populations, telles que l'asthme, le cancer, la cécité;
2. À enrichir les connaissances et à mieux faire comprendre les effets sur la santé de l'exposition à la radioactivité et des fuites émanant du sarcophage recouvrant le réacteur n° 4 (Centre de Tchernobyl, liaison vidéo);
3. À surmonter le principal obstacle à une meilleure prise en compte des questions de santé publique au niveau mondial, à savoir la crainte qu'ont les

gouvernements d'appeler l'attention sur les problèmes de santé publique comme le VIH/sida, le SRAS ou la grippe aviaire;

4. À imaginer des solutions créatives et novatrices aux problèmes qui ont des répercussions sur la santé des populations et de la planète;

5. À présenter des communications au Sommet sur les suites données à la Déclaration du Millénaire en septembre 2005 afin que les gouvernements les examinent.
